

25 années  
sur son R d'aller  
toujours mobilisées!

*f f f* **R** *f f* <sup>*f*</sup>



L' R D E S  
C E N T R E S D E  
F E M M E S  
D U Q U É B E C

1982-1987



1988-1993



1994-1997



# UNITÉ ET ACTION

Une histoire attendrie de L'RC des centres de femmes



L' R D E S  
C E N T R E S D E  
F E M M E S  
D U Q U É B E C



1982-1987

# Chapitre 1

## 1982-1987 : Des « champignons » au premier cadre de référence

Il était une fois, à Montréal, au Québec, en 1982, trois groupes qui se sentaient tous interpellés par l'expression « Centre des femmes » et qui décident de se parler. Le Centre d'éducation et d'action des femmes (CÉAF), créé dix ans plus tôt, le Centre des femmes de Verdun et le Centre des femmes de Laval, nouvellement fondés, commencent à échanger sur leur action ce qui, quelques années plus tard, deviendra leurs « pratiques ».

Pendant ce temps, des centres poussent comme des champignons un peu partout au Québec et, pas folles les guêpes, les militantes s'adressent au Programme de Promotion de la femme du Secrétariat d'État (PPF) pour le financement de leurs projets. Une fois, deux fois, trois fois, passe encore, mais à la cinquantième demande, le PPF commence à penser que ces centres « sont là pour rester » et met sur pied un comité d'étude en vue d'élaborer un certain nombre de balises à cet égard. Toujours est-il que le PPF finit par proposer une rencontre de tous les centres en vue d'un possible regroupement, ce qui est accepté par les centres mais en pressant le PPF de se retirer d'une partie de la rencontre afin de prendre des décisions de manière autonome.



*Johanne Bouchard : « Le Centre des femmes de Verdun, Diane Gladu en tête, avait pris l'initiative de former une petite équipe d'intervention qui passait d'atelier en atelier pour dire qu'on ne parlerait toujours bien pas de financement avant de se parler entre nous et proposer une étude et un colloque afin de se connaître, d'échanger sur nos actions et, après, discuter de financement. »*

La rencontre a lieu en 1984. Cinquante-trois centres s'y sont dotés d'un comité d'étude dont la consultation résultait en la création de L'R des centres de femmes en 1985 ; en effet, la vaste majorité des centres souhaitaient un regroupement « souple, respectueux des réalités régionales, qui corresponde à leurs attentes ». Soixante-dix centres étaient présents au Congrès de fondation. De la création en 1971 du tout premier centre dans la communauté anglophone, le Centre des femmes de Montréal, on passe à 70 en une dizaine d'années ! Une première présidente, France Cormier du Centre des femmes de Shawinigan, est élue et les premières travailleuses sont embauchées, une coordonnatrice, Lise Brunet, et une adjointe administrative, Michelle Séguin (qui quittera l'année suivante pour être remplacée par Nicole Caron).



Pourquoi ce fameux « R » ? R pour « regroupement » où se concerter ; R pour « réseau » où créer des liens ; R pour « aire », un espace pour les femmes ; R pour « ère » soit l'époque des centres de femmes ; R pour « air » c'est-à-dire de l'oxygène pour les femmes. Avaient-elles de l'imagination, les fondatrices ? La réponse est OUI !

#### Les objectifs de L'R visaient à

- > promouvoir les centres de femmes comme lieux d'appartenance,
- > faire connaître les centres comme ressource pour l'affirmation individuelle et collective des femmes,
- > promouvoir et défendre les droits des femmes vers l'autonomie et l'égalité.

Bref, se connaître et se faire reconnaître pour soutenir et défendre les femmes. Ce sera dorénavant le leitmotiv de L'R.

Les deux ans qui suivirent enracinèrent le nouveau regroupement dans la recherche active de financement, le fameux « nerf de la guerre ».

*France Cormier : « On venait presque toutes de milieux communautaires, politiques, syndicaux, étudiants, avec l'habitude de s'habiller relax. Mais là il fallait s'habiller en madame pour faire des représentations. Alors quand on se réunissait à Montréal, on se donnait des formations sur l'habillement approprié, j'en profitais pour m'acheter des « kits » et pour consulter les autres filles, voir si ça allait.. Vous devriez demander à Édith ce qu'elle allait s'acheter, elle... »*

Le premier comité mis sur pied par L'R était d'ailleurs chargé d'étudier l'état du financement des centres et les deux premières formations ont porté sur « La gestion des demandes de subvention » ainsi que « Centres de femmes et bailleurs de fonds ». Ce comité lançait son rapport en 1986 « Les centres de femmes parlent argent – L'état de leur financement » qui constitue en fait le premier cadre de référence de L'R. Plusieurs centres sont financés principalement par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et le Programme de soutien à l'éducation populaire autonome (PSÉPA) du ministère de l'Éducation.

À la fin de l'année, Édith Pelletier du centre La Source de Saint-Félicien assume la présidence alors que Françoise David, Nicole Caron et Johanne Bouchard, contractuelle sur les besoins en formation, composent l'équipe de travailleuses. L'équipe se lance dans « Les centres de femmes, une alternative à l'isolement psychosocial des femmes », premier portrait des centres de femmes et de leurs grands axes d'intervention : services, éducation, action. C'est la première fois qu'on essaie de cerner ce qu'est un centre de femmes. Et qu'est-ce que c'est, en résumé ? « Le féminisme au quotidien » !

Le MSSS refuse tout de même de réviser les subventions accordées aux centres ; L'R lance donc une campagne de visibilité, une tournée, et recueille 49 373 signatures appuyant la demande de 50 000 \$ de financement par centre « Partout des femmes de cœur refont le monde ».



*Édith Pelletier : « Alors on part faire le tour du Québec, Claudette Bédard, Françoise David, Évelyne Maltais et moi ; on avait collé des pancartes partout sur une minivan ; on devait boucler la tournée à l'Assemblée nationale pour l'analyse des crédits. On monte sur le traversier à Baie-Comeau pour aller à Matane et la tempête se lève : de la houle haute de même ! Arrivées de l'autre côté, pas d'électricité nulle part, rien ne marche, pas de feux de circulation, pas de lumières, pas d'hôtel, pas d'essence. On a fini par coucher cordées chez une cousine de Claudette. On y croyait à notre mission ! »*

On obtient de la ministre de la Santé et des Services sociaux, madame Thérèse Lavoie-Roux, 10 000 \$ pour chacun des 18 nouveaux centres et entre 10 et 20 000 \$ de plus pour les anciens et le consentement de commencer à discuter d'une politique de financement pour les centres de femmes.

Dans la même période, on initie et coordonne une rencontre pancanadienne de centres de femmes (mars 87), L'R amorce sa longue carrière de concertations en collaborant, de concert avec douze autres regroupements féministes<sup>1</sup>, à la mise sur pied du Groupe des 13, lieu d'échange sur les enjeux touchant les femmes au Québec. L'R participe également à la Coalition pour les programmes d'accès à l'égalité, la Coalition des organismes communautaires pour la création d'emplois et la Coalition contre la désindexation des allocations familiales ; L'R manifeste, en octobre 87 à Québec, pour le droit à l'avortement. Quand il s'agit de pauvreté, de santé, de justice, L'R est déjà de toutes les luttes.

Un démarrage sur les chapeaux de roues.



<sup>1</sup> Ce « Groupe des 13 » (L'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFÉAS), le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT), la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ), la Fédération des femmes du Québec (FFQ), la Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN), L'R des centres de femmes du Québec, le Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (RQCALACS), le Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale, Relais-femmes, le Réseau québécois d'action pour la santé des femmes (RQASF), le Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec) s'est mis sur pied pour mieux lutter contre les réformes fédérales de l'allocation familiale. Il vise ensuite à favoriser la circulation de l'information, à soutenir ses membres, à faciliter le ressourcement et à maintenir la solidarité. En outre, le Groupe des 13 a pour objectif de favoriser la prise de position commune relative à certains dossiers et est maintenant reconnu par le gouvernement comme un interlocuteur déterminant en ce qui a trait aux questions qui concernent les femmes.





1988-1993

## Chapitre II

### 1988-1993 : Des douleurs de croissance à la *Base d'unité politique*

Les cinq prochaines années sont tout aussi débridées. (À vrai dire, L'R n'a jamais vraiment adopté une « vitesse de croisière » : posséder une énergie du tonnerre est presque un critère de recrutement des militantes...) En 88, Michèle Asselin arrive à la permanence de L'R, Johanne Bouchard retourne à son centre et Louise Brossard se joint à l'équipe comme stagiaire ; Françoise et Nicole y sont toujours. Il existe alors 75 centres à L'R répartis en 13 régions.

Cette période, d'ailleurs, est caractérisée par des douleurs de croissance non seulement pour L'R mais pour l'ensemble du mouvement des femmes. L'été 89 s'embrace avec l'affaire Chantale Daigle et les centres se mobilisent malgré les vacances. Le mot se passe comme une traînée de poudre par quelques militantes pour le droit à l'avortement restées à Montréal et 10 000 personnes se retrouvent dans la rue à quelques jours d'avis. Les militantes syndiquées sont aux prises avec une des pires négociations du secteur public dans l'histoire. C'est aussi la grosse année de préparation de « Femmes en tête » et des célébrations du cinquantième anniversaire du droit de vote des femmes où des débats fructueux sur des objectifs de lutte eurent lieu ainsi que d'épineux débats sur les prises de position de la présidente qui entraînent le départ des groupes de femmes des communautés ethno-culturelles. Le 6 décembre, grande douleur et consternation générale : le massacre de Polytechnique.

L'année suivante, L'R goûte aux joies d'une victoire grand V. En février 90 avec la Guerre du Golfe en arrière-plan, L'R reçoit un coup de téléphone des groupes de femmes de Terre-Neuve qui annoncent qu'elles sont en train d'occuper des bureaux fédéraux parce qu'elles ont su que le Programme fédéral de Promotion de la femme (PPF) subirait ce qui semblait à l'époque d'importantes



coupures (on apprendra une quinzaine d'années plus tard ce que peuvent être d'« importantes coupures »...). Trente-neuf centres sont touchés ; L'R se mobilise et tente une occupation des bureaux de Montréal de Condition féminine Canada mais les gardes de sécurité lui bloquent l'accès ; les filles se replient dans le hall ; il fallait être au Complexe Guy-Favreau pour voir le gâteau en forme de bombe au chocolat avec des feux d'artifices que L'R offrait au gouvernement fédéral ; les subventions sont reconduites deux mois plus tard ! Évelyne Maltais du Centre des femmes de Verdun est présidente, Françoise, Michèle et Nicole sont permanentes, 81 centres sont membres de L'R.

Aux « 50 heures du féminisme », 3500 femmes ont participé aux quelque 250 activités se déroulant à l'UQAM, alors que 5000 personnes (la presque totalité des femmes et oh combien de centres !) ont assisté au spectacle « Femmes en tête d'affiche ». À l'automne, L'R sera en tête de peloton pour contester les implications de la loi 120<sup>2</sup> sur l'autonomie des groupes communautaires. « La personne au cœur du système de santé » disait l'avant-projet, à quoi L'R et les groupes féministes répondaient : « La « personne » sera une femme qui s'occupera seule, chez elle, des maladies de ses proches ! » De plus, le leadership de L'R s'affirme lors de la mise sur pied, avec d'autres regroupements, de la Table des regroupements provinciaux des organismes communautaires et bénévoles (TRPOCB) ; à l'occasion de la crise d'Oka, L'R rencontre l'Association des femmes autochtones du Québec pour comprendre leurs besoins. La Commission Bélanger-Campeau sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec – où les regroupements de femmes ne sont pas invités à comparaître - accapare ensuite les feux de la rampe et achève l'année.

L'R vivait des moments un peu ardues à l'interne quand surgit la question de la séparation de plusieurs centres d'avec leur maison d'hébergement. En effet, plusieurs centres de femmes avaient mis sur pied des maisons d'hébergement à même leur budget ; d'ailleurs, ils ont aussi été bâtisseurs de multiples autres projets : cuisines collectives, garderies, CALACS, etc.. Or le ministère de la

<sup>2</sup> La loi 120, pilotée par le ministre libéral Marc-Yvan Côté, effectuait une réforme importante du réseau de la santé et des services sociaux, notamment en créant les Régies régionales et en tentant d'encadrer davantage la pratique médicale comme le préconisait la Commission Rochon ; le président de cette Commission deviendra par la suite ministre péquiste de la Santé, initiateur du fameux virage ambulatoire.

Santé et des Services sociaux exige leur séparation légale dans le cadre de la négociation du deuxième cadre de référence de L'R. Au bout de ce processus, les centres et les maisons d'hébergement détenaient chacun leur propre incorporation. On renforce aussi le rôle des représentantes régionales. À la faveur d'un dépôt collectif au MSSS redemandant le 50 000\$ par centre ainsi que d'une subvention du Secrétariat d'État à la Condition féminine, L'R approfondit sa connaissance des centres. En effet, qui dit dépôt collectif dit circulation des rapports financiers et d'activités ; les centres commençaient donc à connaître les « vraies affaires » les uns des autres, ici un « trop gros surplus », la gestion hyperserrée menant au danger de voir baisser les subventions, là une hausse considérable des services, information que l'État connaissait mais non les centres ! Diane Robert de Femmes en mouvement de Bonaventure est présidente. Au bureau, s'ajoutent Linda Veltheim puis trois contractuelles, Josée Belleau, Hélène Bohémier et Marthe Savoie.

De grandes coupures de subvention aux groupes communautaires s'annoncent encore en 1991 mais le mouvement communautaire, auquel L'R est associé et où il exerce un leadership de plus en plus reconnu, remporte la victoire et aucune coupure n'est faite. L'R va en outre chercher 30 000\$ en auto-financement par une campagne de levée de fonds. Le lien entre financement et consolidation des pratiques s'impose à ce moment-là et donne un sens permanent à la recherche de financement.

Cette dynamique pousse L'R à revenir à son cadre de référence notamment sur le rôle des centres dans les actions vers des changements sociaux. On commençait à sentir que l'action collective ne détenait pas entièrement la place qui lui revenait et on organisait la première grande tournée provinciale de formation dont le thème était le même que le colloque annuel, « De l'isolement aux solidarités ». Plusieurs nouvelles questions sur la situation des femmes « à la maison », des mères monoparentales et des femmes pauvres en général sont soulevées par la tournée et les ateliers du colloque. L'R s'associe donc l'année suivante à Relais-femmes et Nancy Guberman pour faire une recherche rigoureuse sur l'isolement des femmes, la tournée et le colloque ayant identifié l'isolement comme le problème que les femmes soulevaient le plus souvent quand elles cognaient à la porte d'un centre. Cette façon d'aller aux sources, d'enquêter sérieusement afin de connaître l'étendue d'un problème plutôt que de se fier aux anecdotes est une des signatures de L'R des centres de femmes. Le résultat de cette

recherche, *Un mal invisible*. L'isolement social des femmes, sera publié aux Éditions du remue-ménage en 1992. N'oubliant pas que l'isolement est l'allié le plus sûr de la violence, on s'associe également aux CALACS pour créer le projet de développement québécois de la sécurité des femmes en milieu urbain « Aux portes des cités sûres », à la Fédération des familles monoparentales et recomposées du Québec pour l'appui à Suzanne Thibodeau et son refus de payer l'impôt sur la pension alimentaire destinée aux enfants. De plus, L'R forme avec d'autres partenaires la Table nationale contre la loi 37 et ses effets néfastes sur les assistées sociales en ce qui touche le partage du logement, la vie maritale et la contribution parentale : bataille gagnée !



L'R a dorénavant complété l'enchaînement qui lui donnera sa dynamique propre. À la base, L'R regroupe une grande diversité de centres, de manières de faire et de penser ; rappelons que les centres n'ont pas été fondés par d'autres centres ou par L'R : les centres ont surgi de leur milieu en se construisant, au fur et à mesure de leur action, une personnalité distincte. Mais pour former un véritable ensemble, L'R a dû porter une grande attention à rester dans l'action et à tirer de son action une manière de faire commune. Au point de départ, l'on se rend compte que le besoin de reconnaissance et de financement nécessite un argumentaire sur la validité des pratiques des centres. Pour que cet argumentaire reflète le travail des centres, il faut une connaissance fine des pratiques ; une fois les pratiques bien cernées, on doit partager les analyses et on se rend compte de ce qui a le plus d'impact social, de ce qui soutient le plus les femmes et s'avère le plus stratégique dans la défense de leurs droits, donc on identifie ce qu'il y a à améliorer. Si ces changements passent l'épreuve du temps, ils se retrouvent, dépendant de leur nature, ou dans de nouvelles formations, ou dans un cadre de référence ou dans la Base d'unité politique. Dans ce va et vient, on privilégie comme outils l'enquête/la recherche, les congrès d'orientation, le recours à la Base d'unité, la mobilisation et la concertation. Jusqu'à aujourd'hui, L'R opère ainsi : des besoins des femmes au financement, du financement à la bonification des pratiques, de la bonification des pratiques à l'intégration aux textes ou aux usages fondateurs.



À partir de 1991, on assiste à l'essor de la contribution nationale des centres. Qu'on pense à « Obsession de la minceur »<sup>3</sup> du Centre des femmes de Verdun ou à « Antidote »<sup>4</sup>, parti du Centre des femmes du Témiscouata pour faire le tour du Québec, on n'est plus dans l'échange sur les pratiques, on s'échange les pratiques, on les exporte. Ce rayonnement rejoint non seulement les centres de femmes mais l'ensemble du mouvement féministe puis gagne les groupes communautaires. L'R publiera d'ailleurs quelques mois plus tard « Tous les moyens du bord », un recensement exhaustif des initiatives des centres en matière d'autonomie économique.

La période est aussi caractérisée par la lutte pour obtenir un deuxième plan triennal. Les centres confectionnent chacun un carré de courtepointe qui seront assemblés lors d'un pique-nique devant l'Assemblée nationale pour composer une immense courtepointe. L'R dépose en même temps les demandes de subvention des 78 centres. L'ensemble de l'opération n'est pas qu'un pique-nique, toutefois, puisque le MSSS exige une évaluation d'impact à laquelle 19 centres doivent participer, et le résultat est positif. C'est aussi le moment de la défense des besoins des femmes devant les Régies régionales, des débats régionaux sur la place des lesbiennes dans les centres entre les « On est ouvertes, qu'elles viennent ! » et les « Faut bien avoir quelque chose à leur offrir ! »<sup>5</sup>... et une visite au Nicaragua pour sept militantes des centres avec ça ? L'R avait en effet amorcé son action de solidarité internationale cette année-là en formant un Comité de solidarité de plusieurs régions avec le SUCO (Service universitaire canadien outre-mer) qui organisait ce séjour sud-américain ; plusieurs échanges s'en suivirent.



<sup>3</sup> « Obsession de la minceur et oppression de la grosseur » est une série d'ateliers et un guide d'intervention sur les discours dominants qui produisent des impacts sur la santé des femmes. On y voit combien la pression est forte pour inciter les femmes à dépenser temps, énergie et argent à tenter de correspondre à une image erronée, une image utopique, soutenue pour l'industrie de l'esthétisme.

<sup>4</sup> Antidote est une démarche globale de conscientisation, qui tient compte à la fois des dimensions économique, politique, sociale, culturelle et spirituelle. Briser l'isolement des femmes, diminuer leurs dépendances multiples et rehausser leur amour-propre font partie des objectifs du programme.

<sup>5</sup> Par la suite, plusieurs centres, même de régions éloignées, offrirent des ateliers aux lesbiennes de leur coin.

Le Colloque de 1993 se nomme « Femmes différentes et semblables » et on amorce ainsi la maturité de L'R avec... un congrès d'orientation ! Celui-ci, très important, adopte la première Base d'unité politique qui allait bien au-delà des cadres de référence pour cimenter les fondations de L'R et l'identité collective des centres. N'eût été de toutes les opérations précédentes de cueillettes d'information, il n'y aurait pas eu de Base d'unité. En effet, celle-ci était collée, non seulement aux aspirations mais aux pratiques concrètes des centres ; bref, les centres ont fourni l'effort de définir ce qui les rassemble, de circonscrire un projet politique et d'en faire une condition d'adhésion. Le nombre des problématiques auxquelles on s'attaque ainsi que la polyvalence des pratiques telle la triade « services – activités éducatives – action collective » sont désormais reconnues officiellement comme pierres d'angle d'un centre de femmes ; l'assemblée générale a tranché par un « non » retentissant le débat sur la possibilité que les centres se spécialisent et n'adoptent qu'une seule dimension. Cette première Base d'unité politique prône également l'approche en éducation populaire et un modèle de cogestion où la participation des femmes et celle des travailleuses est perçue comme indispensable. L'avenir, jusqu'à nos jours, ne fera que raffiner et préciser cette Base, notamment en ce qui a trait aux défis de l'action collective et de la gestion féministe.

À ce moment-là, Louise-Hélène Houde du Centre des femmes de Shawinigan est présidente, Françoise et Michèle sont à la permanence. Mais dans le cas de Françoise, l'été 94 marque son départ de L'R vers la présidence de la FFQ... et on passe en mode MARCHE !







1994-1997

## Chapitre III

### 1994-1997 : « Du pain et des roses » à la régionalisation

À partir de 1994, on peut dire que la croissance est à peu près faite, non seulement en nombre de centres (88 : on atteindra les 104 en 2006) mais en personnalité sociale et politique. À l'interne, on approfondit de nouveaux aspects de l'oppression des femmes et, à l'externe, à cause de la régionalisation, les centres doivent de plus en plus développer des habiletés exercées presque exclusivement par le niveau national auparavant. À la réflexion sur les lesbiennes amorcée l'année précédente s'ajoutent des échanges sur les femmes « doublement discriminées » et on met sur pied un « Comité d'action interculturelle » qui concevra un outil d'animation sur le racisme. L'R dresse également un premier portrait socio-économique des centres. Sur le front santé, on prend le leadership de l'offensive sur les services à offrir aux femmes dans le cadre des programmes régionaux d'organisation des services (PROS) notamment en santé mentale et L'R participe au comité de travail du MSSS à ce sujet ; la sous-question que posait le débat sur les PROS, évidemment, concerne le financement : « Est-ce que l'insertion dans les PROS apporterait davantage de soutien financier aux centres ?... » La réponse est négative.



Cette même année, L'R obtient son second plan triennal; l'État québécois régionalise le Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) et crée le Secrétariat à l'Action communautaire autonome (SACA). L'R lance donc une tournée de formation sur les services et le développement régional tout en commençant une réflexion sur les conditions de travail dans les centres et la position à prendre face aux mesures d'employabilité d'Emploi-Québec dans les centres<sup>6</sup> (l'AG de 94 se prononcera « contre », et « pour » la participation à l'organisation de la Marche des femmes contre la pauvreté); Louise Beaudry du centre Avec des elles de St-Gabriel-de-Brandon est élue présidente de L'R. Sandra Trottier vient rejoindre Michèle, Josée et Claire Lavoie à la permanence.

1995-1996 fut une année de rien dans la vie de L'R : référendum sur la souveraineté du Québec, révision du cadre de référence pour le financement des centres qui aboutira à « Partout au Québec des femmes de cœur refont le monde », mise sur pied du Comité aviseur pour l'élaboration d'une politique de reconnaissance de l'action communautaire autonome, mise en place finale de la régionalisation, premier rapport sur la gestion des relations de travail dans les centres, conception d'une formation sur l'économie sociale, réforme de l'aide sociale, réforme de l'assurance-chômage, réforme de la fiscalité, Politique québécoise d'intervention en matière de violence conjugale, Forum de l'ONU à Beijing, Marche du pain et des roses, 10<sup>e</sup> anniversaire de L'R !

<sup>6</sup> Les programmes « Extra » ne versaient pas le salaire minimum mais un surplus s'ajoutait aux prestations d'aide sociale; certains centres condamnaient ce qu'ils considéraient n'être qu'un encouragement au « cheap labour », d'autres considéraient que, bien utilisés, ces programmes permettaient l'intégration de plusieurs femmes à l'équipe d'un centre.

En effet, le 26 mai 1995, 850 femmes ont chaussé leurs souliers, « running », sandales, godasses et ont marché vers Québec avec 9 demandes visant l'amélioration de leurs conditions économiques :

- › la création d'un vaste programme d'infrastructures sociales ;
- › l'augmentation du salaire minimum à 8,30 \$ l'heure ;
- › l'application de la Loi des normes du travail pour toutes les personnes soumises à des mesures d'employabilité ou à l'aide sociale ;
- › une loi pour l'équité salariale ;
- › la réduction du parrainage pour les femmes immigrantes ;
- › un système de perception automatique des pensions alimentaires ;
- › la création d'unités de logement social, soit un minimum de 1 500 unités par année ;
- › l'accès aux services et programmes de formation générale et professionnelle pour toutes les personnes y compris les « sans chèques » ;
- › le gel des frais de scolarité et l'augmentation des bourses d'étude.

Le 4 juin 1995, après 200 km de marche, près de 20 000 personnes les attendaient à Québec pour les appuyer. Le 17 juin, c'était la fête du 10<sup>e</sup> anniversaire où Hélène Pedneault déclarait « Il y a de l'audace dans L'R » ! De l'audace, il y en avait : imaginez préparer une fête d'anniversaire treize jours après la Marche !



*Louise Beaudry : « La Marche du Pain et des roses est un des souvenirs les plus précieux de ma vie. Un des moments qui m'ont le plus touchée c'est à l'AG où je devais annoncer une surprise aux filles. Je monte sur l'estrade et je vais chercher Marie-Claire Séguin dans les coulisses qui entre en chantant « Du pain et des roses » ; le plafond manque de lever ! À la fin de la chanson, je lui remets un bouquet de roses et je pars à pleurer... »*

Puis, en septembre, L'R mandate Michèle Asselin comme représentante à la conférence onusienne de Beijing ; Michèle sème l'idée, comme ça, en l'air, d'une marche mondiale des femmes... On crée à l'automne la « Coalition nationale des femmes contre la pauvreté » qui deviendra, on le sait maintenant, la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF). Lors de la campagne référendaire aboutissant au scrutin d'octobre 1995, L'R tient son

propre référendum ; les centres optent pour la neutralité en tant que centres de femmes afin de permettre des débats ouverts en leur sein mais appuient au nom de L'R, lors de leur Assemblée générale, la position de la FFQ qui choisit le camp du Oui. Une affaire de rien, 1995...

Puis, la langue un tantinet à terre et comme la régionalisation est chose faite, on commence à réfléchir à la multiplication des lieux de représentation ainsi qu'à ce que signifie cette reconfiguration d'un point de vue féministe.

De 1996 jusqu'à fin 97, on « travaille » le financement plutôt fort. Le gouvernement du Québec est en plein dans sa campagne pour le « Déficit zéro ». C'est l'adoption des balises nationales de financement du PSOC et la lutte pour la reconnaissance de l'éducation populaire autonome. Anne Gauthier de la Maison des femmes de Rimouski puis Francyne Ducharme du Centre de femmes Parmi elles de Saint-Pierre-Les-Becquets se succèdent à la présidence tandis que Claire Lavoie quitte la permanence et Josette Catellier y arrive. S'organise aussi la première rencontre nationale des représentantes-femmes des comités régionaux d'économie sociale.

L'R entre définitivement dans le champ de la santé mentale des femmes en participant à un comité de travail gouvernemental sur le sujet. L'R persiste en initiant et coordonnant une coalition de groupes féministes et syndicaux sur les conséquences du virage ambulatoire, la Coalition féministe pour une transformation du réseau de la santé et des services sociaux. Et comme, à L'R, on ne laisse pas les choses virer n'importe comment, on tient un Congrès d'orientation en juin 97 sur la régionalisation où l'on aborde à la fois cette multiplication des lieux de représentation et la surcharge qu'amène une polyvalence dont les frontières sont difficiles à cerner voire à fermer. Proches du vécu des femmes, les centres et L'R demeurent préoccupés par les questions de pauvreté, de santé, de violence et d'isolement. C'est pour adhérer au maximum à la réalité des femmes telle qu'ils la conçoivent tout en s'outillant pour la comprendre que les centres ont réaffirmé, fois après fois, leur volonté de demeurer polyvalents. D'une importance capitale pour l'avenir de L'R, le Congrès réaffirme l'importance d'un regroupement national et, quoique ses Tables régionales sont appelées à jouer un rôle majeur dans la coordination, la réaffirmation du membership de L'R, ce sont les centres, locaux, qui sont les membres de L'R et non les Tables régionales.







1998-2000

## Chapitre IV

### 1998- 2000 : Du déficit zéro à la gestion féministe

En 1998, Claudette Bédard du Carrefour des femmes de Lachute est présidente et la permanence est la même. Ce chapitre s'ouvre sur la crise du verglas qui donnait une chance inespérée au gouvernement du Québec de faire oublier temporairement l'énorme pression qu'il imposait à la population en général et aux employéEs du secteur public en particulier par son entêtement à obtenir le déficit zéro en un temps record. L'R savait très bien qu'en cas de manque, les soins passeraient vite des institutions de santé aux femmes dans leur maison, ce qui s'avérerait trop lourd pour plus d'une. Avec la Coalition féministe pour une transformation du réseau de la santé et des services sociaux, L'R contribue significativement à l'élaboration d'un cahier de revendications des femmes : « Pour une transformation féministe du système de santé ». Des Forums interrégionaux se tiennent à partir de ce cahier.

Depuis plus d'un an, L'R participe au Comité femmes et santé mentale du Regroupement des ressources alternatives en santé mentale (RRASMQ) et mène du même souffle une recherche sur les pratiques novatrices des centres en santé mentale<sup>7</sup>. Une part importante de ces travaux se retrouve dans le rapport du Comité de travail du MSSS « Écoute-moi quand je parle », un document puissant dont les recommandations tentent de combler les lacunes et améliorer la santé mentale des femmes et les services qui leur sont offerts. Puis on va plus loin en élaborant avec Fernande Ménard une formation sur les pratiques des centres, « L'intervention féministe en santé mentale, un choix politique », qui non seulement balisait l'intervention des centres en santé mentale mais proposait cette approche à d'autres, et un document-choc « J'ai mal à ma santé mentale et j'en parle ». Ce dernier, un cahier de témoignages national sur les impacts du virage ambulatoire sur la santé mentale des femmes est initié par le CÉAF et présenté par L'R à la ministre responsable de la Condition féminine, Linda Goupil.

<sup>7</sup> « Conscience féministe et pouvoir d'agir. Les centres de femmes, une pépinière de pratiques pour la santé mentale des femmes » de Sylvie Pharand.



Parallèlement à ces actions, L'R se penche toujours sur la gestion féministe; des crises internes, petites et grosses, ponctuent effectivement l'évolution de plusieurs centres. On produit un guide de réflexion à l'aide duquel s'organise une tournée de consultation des centres. Le comité Vie associative a pour mandat de mettre à jour la Base d'unité politique et formuler une politique d'accueil des nouveaux centres.

L'R pilotera un travail sur les pratiques des centres en développement local; plusieurs centres s'illustrent par l'ingéniosité de leurs actions de développement communautaire. On consulte également les centres afin de formuler une définition distincte et féministe du développement local. Plusieurs actions collectives s'organisent autour du projet de loi 186 sur la réforme de l'aide sociale...une autre! L'R participe au comité chargé de conseiller le Comité interministériel des actions gouvernementales en matière de violence conjugale en même temps qu'on discute avec les CALACS du développement des deux réseaux. Un nouveau comité est mis sur pied, chargé d'un sondage auprès des centres sur leurs services et activités face à la violence sous toutes ses formes.

Reste-t-il du temps à nos vaillantes permanentes et aux valeureux centres? Croyez-le ou non: OUI! Membre du comité de coordination de la Marche mondiale des femmes (eh oui, l'idée a germé...), participation au Réseau mondial des groupes de femmes ayant le français en partage, production d'un cadre de référence « milieu de vie » conjointement avec le Regroupement des maisons de jeunes, participation active à la Table des regroupements provinciaux, aux actions du Comité aviseur de l'ACA, mise sur pied de la Maison Parent-Roback, comité de la FFQ sur la reconnaissance des conjointEs de même sexe et, enfin, déménagement des bureaux dans le Vieux-Montréal! Élyse Gauthier du Centre de femmes l'Étincelle de Baie-Comeau est élue présidente tandis que Josée Belleau quitte la permanence. Malgré les réalisations éloquentes, les centres crient à l'essoufflement et le Comité de coordination (Coco) pose un diagnostic d'éparpillement provisoire. Vivement une réflexion collective! Un nouveau comité est formé afin d'alimenter le Coco qui devra culminer dans... un congrès d'orientation en 2003.

Ce malaise du débordement paraissant incontrôlable était répandu. En 1999, le centre des femmes l'Héritage en Mauricie, après mûre réflexion sur le fait qu'un tiers du temps des travailleuses est consacré aux réunions extérieures en tous genres, décide de prendre un « Beau risque » et cesse toute activité de représentation pour deux ans. Cette expérience donnera lieu à une recherche d'impact et, évidemment, aux premiers débats soutenus sur l'utilité relative de « siéger », les conséquences de la « politique de la chaise vide », etc., débats certes plus clairs pour beaucoup de centres mais non entièrement réglés à ce jour. Le Congrès se tient à Ste-Lucie, dans les Laurentides ; les délibérations ont du succès, la nature en a moins ; tous les Congrès ont lieu dans des villes depuis...



**France Bourgault: « Heureusement que la température était de notre bord : les ateliers débordaient sur le perron des chalets et la plénière était dans une chapelle ! »**





2000-2003

## Chapitre V

### 2000-2003 : De la Marche mondiale à la première Journée nationale des centres de femmes

Le « bug » de l'an 2000 n'eut pas lieu mais le siècle changea quand même. Peu de centres s'en aperçurent pour cause d'organisation et de mobilisation en vue de la Marche mondiale du 9 au 17 octobre 2000 : opération cartes postales à l'ONU réclamant l'égalité hommes/femmes et une redistribution de la richesse planétaire (objectif de L'R: 75 000 signatures ; résultat obtenu par L'R: 100 000 signatures ; résultat mondial: 5 millions!), marches régionales, rassemblement québécois à Montréal (30 000!), rassemblement pancanadien à Ottawa (50 000!), manifestation mondiale à Washington et New York. Non seulement L'R fait partie de la délégation à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international et à l'ONU mais, sans contredit, les 89 centres de L'R constituent, toute cette année-là, une des plus massives chevilles ouvrières de la Marche en Amérique du Nord. La déception est d'autant plus amère, une gifle aux centres de femmes : alors que le mouvement des femmes québécois a réussi une des plus grandes mobilisations de son histoire, aucune des 20 revendications n'est satisfaite sauf du financement pour des centres de femmes immigrantes, des CALACS et des maisons d'hébergement. Rien pour les centres.

À partir de l'année suivante, la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes qui succède à la Coalition nationale des femmes contre la pauvreté ciblera sept revendications hyper-prioritaires :

- > campagne de sensibilisation et d'éducation sur les violences faites aux femmes ;
- > barème plancher à l'aide sociale ;
- > régime universel d'allocations familiales ;
- > financement de fonctionnement pour les groupes de femmes des communautés ethno-culturelles ;



- > augmentation du salaire minimum ;
- > réforme de la Loi sur les normes du travail ;
- > une loi sur l'élimination de la pauvreté.



Pour sa part, L'R pense aux moyens de mieux faire connaître sa contribution à la lutte contre la violence, nettement sous-estimée par l'État et l'opinion publique, ce qui donnera: «Les centres de femmes: un réseau de lutte et d'intervention pour contrer toute forme de violence faite aux femmes». Les instances de L'R procèdent aussi à évaluer l'implication des 89 centres dans la Marche. Un document, «L'R y était!» en a fait le compte rendu.

En 2001, les interventions et les mobilisations continuent: Sommet des chefs d'États d'Amérique à Québec et Sommet des peuples, poursuite de la coordination des actions de la Coalition féministe pour une transformation du réseau de la santé et des services sociaux, soutien aux difficultés vécues par la FFQ, dépôt d'un mémoire à la Commission Clair et d'un dépliant «Ma santé n'est pas à vendre». Côté jardin, on produit un «Guide d'évaluation interne sur les pratiques des centres» ainsi qu'un protocole d'intervention de L'R auprès des centres vivant des difficultés. Les centres commencent à se pencher sur la délicate question de la violence des femmes. Les contractuelles Suzanne Biron et Francine Mailloux se joignent à Michèle, Josette et Sandra.

Tranquillement mais sûrement, on revient du choc de l'après-Marche, riches d'expérience militante mais financièrement laissées pour compte. On tient même une AG extraordinaire uniquement sur la question du financement les 1 et 2 février 2001. Certains centres appellent à une grève de 24 heures, qui serait une première chez les groupes de femmes ou communautaires. Les centres ont plutôt opté pour une journée «portes fermées» suivie d'une journée «porte-voix» un mois plus tard. À l'AG régulière en juin, la ministre Agnès Maltais, venue expliquer pourquoi elle n'accordait pas de hausse aux centres même si elle encense leur travail, se voit accueillie froidement. C'est Silvia Martinez de l'Écho des femmes de la Petite-Patrie, présidente de L'R, qui lui signifie que, dans les circonstances, l'on n'a plus rien à se dire et qu'il serait indiqué que la ministre se retire. Un incident dont on parle encore dans les chaumières. L'R réplique par une campagne d'actions pour l'obtention de 165 000\$ de financement de base.

En 2001-02, à l'ombre des attentats du 11 septembre et à la lumière de l'adoption de la Politique de reconnaissance de l'action communautaire autonome, L'R compte 93 membres répartis dans 15 régions du Québec. Guylaine Bélanger de la Maison des femmes de Rimouski est présidente ; Suzanne Biron est devenue permanente et Lysanne Couture est contractuelle. Ce 11 septembre est aussi le point de départ de la campagne de financement « J'appuie mon centre de femmes », « Les centres de femmes sont au bout du rouleau », ponctuée d'immenses macarons verts. On obtient de la ministre Pauline Marois une promesse de rehaussement.

On compile l'évaluation de la Marche, on travaille à ses suites, notamment par une participation toujours active aux rencontres internationales. L'R se distingue en présentant un mémoire à la Commission d'étude gouvernementale sur la violence qui pose les centres comme réseau d'intervention venant en aide aux femmes victimes de violence conjugale. L'R est membre du CA de la FFQ qui entreprend sa célèbre tournée de consultation/formation « Travail du sexe et prostitution ». Principalement à cause de la polarisation des positions des centres, le regroupement ne se prononcera pas sur cette question.

La lutte pour un financement adéquat est toujours prioritaire ; le 16 octobre, jour de la rentrée parlementaire, les centres manifestent sur la colline parlementaire ; le 26 février suivant, les centres reçoivent un million \$ ce qui permet une hausse de 5% à la majorité des centres. C'est encore loin du but de 165 000 \$ par centre mais, comme disent les politiciens, « C'est un pas dans la bonne direction ». Cette année de mobilisation se termine avec le lancement officiel de la Trousse de formation sur la gestion féministe, sur laquelle Sandra Trottier travaille depuis environ trois ans ; la tournée de formation qui la fait connaître est certainement l'une des plus importantes de l'histoire de L'R. Christine Boulet du Centre de femmes l'Héritage de Louiseville est élue présidente. L'année 2002 se terminera, elle, par l'adoption à l'Assemblée nationale de la loi 112 contre la pauvreté et l'exclusion sociale. La loi sur les Normes du travail est également améliorée. Autre bonne nouvelle, le 2 avril 2003, pendant sa campagne électorale, le Parti libéral annonce qu'il augmentera le soutien aux centres de 8,5 million \$ sur 5 ans. Il sera élu et respectera sa promesse.



À l'interne, on procède à l'évaluation des centres et de L'R dans le cadre d'Utopia, la démarche de vision stratégique. Au printemps 2003, L'R fait la tournée des régions pour étayer des perspectives de développement ; on note tout particulièrement des besoins assez pressants de formation et de ressourcement chez les 96 centres membres. L'R participe à la « Consulta » sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA).

Le « voyage au long cours » de vision stratégique de L'R aboutit au Congrès d'orientation de 2003 où les centres votent pour que l'orientation des cinq prochaines années soit, dans un premier temps, de consolider les pratiques « milieu de vie » des centres puis, dans un deuxième temps, de consolider les pratiques « agent de développement ». Ces concepts ont créé beaucoup de confusion qui sera résolue en grande partie après l'évaluation du plan quinquennal faite à la mi-étape. On souhaite aussi se doter d'un plan de visibilité à court et long terme. France Bourgault du CÉAF de Montréal est élue présidente alors que la coordonnatrice Michèle Asselin part assumer la présidence de la FFQ et qu'Odile Boisclair s'ajoute à l'équipe de travailleuses.

La première « Journée nationale des centres de femmes » a lieu le 16 septembre 2003 avec pour thème « Parlons féminisme ! ». L'R crée avec ses partenaires historiques (regroupements féministes, mouvements communautaire et syndical) un Réseau de vigilance qui résiste au vent de droite du gouvernement Charest ; on se bat notamment pour maintenir l'universalité du réseau de la santé, les services de garde à 5\$, le Conseil du statut de la femme et le Secrétariat à la Condition féminine. Encore une fois, L'R s'illustre comme incontournable dans tout effort de mobilisation massive au Québec. La dimension pratico-pratique de la vie de L'R se traduit par deux guides de réflexion, l'un sur une politique salariale, l'autre sur l'élaboration d'un code d'éthique.







2004-2009

## Chapitre VI

### 2004-2009 : De la consolidation des pratiques et du financement à l'anti-féminisme

Rivalisant de simplicité pour les titres, L'R met sur pied le «CREPEFM». Non, ce n'est pas un poste de radio spécialisé en cuisine mais le «Comité de réflexion sur les enjeux politiques en lien avec le financement et la mission des centres». Ce comité opère : il trouve une méthode d'attribution des sommes en provenance du fonds de développement violence et élabore une stratégie d'action pour faire face à l'implantation des réseaux locaux de services (RLS) et aux protocoles d'entente qui en découleraient.

L'R va aussi de l'avant avec son «plan de com» qui cherche à répondre aux besoins de visibilité des centres. Depuis le «projet bandanas», des fichus aux couleurs de L'R pour augmenter sa visibilité dans les événements publics, on reconnaît facilement les femmes des centres. Une autre intervention «punchée» : le Rapport Rondeau sur les besoins des hommes venait de paraître et L'R, avec le Groupe des 13 et des universitaires, y répond par «Le rapport Rondeau ou Comment fabriquer un problème».

Le front de la santé exige encore beaucoup de travail, en particulier : diffusion de l'information sur les nombreuses modifications du système de santé présentes et à venir (fusions des établissements, etc.), critique du Plan d'action gouvernemental en santé mentale, appui à la Coalition Solidarité Santé dans sa critique de la politique sur les médicaments. C'est à cette époque que L'R décide de prendre autrement la question de la violence exercée par les femmes et de participer au Comité aviseur du projet initié par le Centre de femmes du Grand-Portage de Rivière-du-Loup en collaboration avec le Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRI-VIFF).



Et pendant que se développe l'idée d'un régime de retraite pour les travailleuses et travailleurs du communautaire, L'R tient son colloque 2004 «De l'éducation populaire à l'action politique... dans une perspective féministe», un record en nombre d'ateliers (18). On part en tournée de formation l'automne suivant sur «Les intelligences citoyennes» qui vise à développer la capacité de dire le juste et l'injuste, à être plus créatives dans la revendication publique pour la justice. Lyne Boissinot du Centre de femmes de la Basse-ville de Québec est présidente et trois contractuelles appuient l'équipe : Sophie Barette, Martine Fordin et Isabelle Marchand.

2005-2006 : L'R a 20 ans, le plan quinquennal 3 ans, et 101 centres de femmes sont membres ! On travaille fort sur le renforcement des pratiques d'éducation populaire en produisant, entre autres, un «Carnet de notes sur les intelligences citoyennes». Le front santé est toujours aussi préoccupant, et le CREPEFM fait enquête sur l'état de situation des centres face aux projets cliniques. Dans un souci de répondre au besoin de visibilité tant au niveau des centres que du regroupement, L'R lance un Site web et un blogue de même qu'un «Guide pédagogique à l'intention des centres pour des relations de presse réussies».

Du meilleur et du pire surviennent en ce qui a trait à la violence. Québec lance une campagne publicitaire pour contrer la violence conjugale mais, encore une fois, les centres n'y sont pas identifiés comme ressources d'aide aux femmes. Par contre, l'Assemblée nationale insère un article dans le Code civil qui concède aux victimes de violence conjugale et d'agression sexuelle le droit de résilier leur bail.

À l'interne, le Comité de coordination décide de cesser définitivement le traitement des plaintes et mandate le comité Vie associative de baliser le rôle de soutien, d'accompagnement et de prévention de L'R à cet égard. Ce mandat prendra éventuellement la forme d'une consultation des régions sur leur rôle auprès des centres de leur région vivant des difficultés. L'R produira pour les centres le «GPS», Guide de prévention et de soutien. En 2005, évidemment, on souligne le vingtième anniversaire, quand même moins débordées que dix ans auparavant. À l'automne, une délégation de représentantes des centres se rend au Burkina Faso, point de relais de la Charte mondiale des femmes qui passe d'un pays à l'autre, car L'R participe toujours à la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes. Sandra Trottier est d'ailleurs déléguée au Burkina Faso



par un comité de la CQMMF; elle en profitera pour donner des formations à la demande de groupes de femmes africaines.

Pendant tout ce temps, L'R poursuivait son plan quinquennal dont l'un des aboutissements a été le Congrès de 2006 dont le thème est « Un axe c'est bien, mais deux c'est mieux ». Cela illustre les choix collectifs de L'R quant à l'identité des centres, à la fois « milieux de vie » et « agents de développement ». Ils peuvent ainsi répondre plus facilement à leurs trois mandats: services, activités éducatives, action collective.

L'année suivante, France Lavigne du Centre des femmes de Shawinigan est élue présidente; Nesrine Bessaïh et Marie-Paule Garand se joignent à l'équipe tandis que Martine Fordin et Louise Picard sont contractuelles et Nicole Nepton se charge du site web et du blogue; France Bourgault et Fannie Valois-Nadeau ne tarderont pas à les rejoindre. 104 centres sont membres.

Un gouvernement Charest minoritaire est réélu en 2007; en 2008, 58% de l'électorat canadien élira un gouvernement conservateur minoritaire. Les centres se démènent, pendant les campagnes électorales pour faire valoir les revendications des femmes et protester contre les coupures. La fusillade de Dawson fait mal et rappelle de très mauvais souvenirs; la Commission Bouchard-Taylor soulève les passions. On actualise « Ensemble en action pour que ça cesse! Les centres de femmes: un réseau de lutte et d'intervention pour contrer toute forme de violence faite aux femmes », un texte sur les centres de femmes comme réseau de lutte et d'intervention pour contrer toute forme de violence faite aux femmes et on entreprend une tournée de formation régionale sur l'intervention féministe.

Le cœur politique des féministes n'est pas à la fête. L'antiféminisme et le masculinisme sentent le rapport de forces tourner davantage en leur faveur; ils ont l'oreille des médias comme jamais auparavant et font des demandes d'accès à l'information sur des groupes de femmes (le groupe Après-Rupture dont la requête porte sur les activités, les états financiers et les membres de groupes féministes), menacent de perturber des assemblées portant sur des enjeux féministes. Le Comité « Analyse et stratégies politiques » (CASP) est chargé de nourrir les centres sur les questions de pauvreté; L'R participe au sous-comité du Groupe des 13 sur la montée de l'antiféminisme et du fondamentalisme. Enfin, la mondialisation des





solidarités persévère avec la 6<sup>e</sup> rencontre internationale de la Marche mondiale au Pérou où Sandra Trottier est présente, la formation sur les intelligences citoyennes donnée par Martine Fordin à Dakar et l'implication constante de L'R à la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF).

Une année sous le signe des sous: 2008-2009, an 5 du plan quinquennal, où tous les centres sauf un atteignent 165 000\$ par année de financement de base, la cotisation passera à 1,2% des subventions récurrentes, permettant l'embauche d'une quatrième travailleuse permanente. L'R adhère au régime de retraite communautaire. L'R participe au Comité ad hoc sur les modes de financement possibles du PSOC, au Comité consolidation/valorisation du secteur communautaire au sein du MSSS, à la révision du taux de cotisation des centres à la CSST. Au sein de la CQMMF, on lance une campagne sur l'autonomie économique des femmes «Sortir de la pauvreté, un choix de société»; la 5<sup>e</sup> Journée nationale des centres de femmes se fait sous la bannière «La pauvreté, une décision politique».

Mais, comme c'est bien connu, «l'argent ne fait pas le bonheur», L'R enfonce aussi le clou de l'universalité nécessaire du système de santé avec l'opération «Je me souviens – Savais-tu – Imagine si» qui en fait ressortir toute l'importance; on produit, avec la Clinique Pointe-Saint-Charles une vidéo inspirée de cette opération. La question de l'avortement refait surface avec la tentative conservatrice de passer la loi C-484 risquant de donner des droits au fœtus. L'R mobilise ses troupes, actions de sensibilisation et manifestations ont lieu et est publié, par la revue «À bâbord», tout un dossier sur l'avortement monté en collaboration avec la Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN).

Et tandis que L'R se retire de la consultation nationale sur le deuxième plan de lutte à la pauvreté, collabore activement à la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, s'implique profondément dans la Marche mondiale des femmes de 2010, se prépare, minutieusement, le 25<sup>e</sup> anniversaire de L'R et de nouvelles présidentes de L'R sont élues: Solange Désilets du Regroupement des femmes de la Côte-de-Gaspé et Louise Fortin du Centre ressources pour femmes de Beauport.







## En guise de conclusion

Tout au long de son histoire, L'R s'est avéré une véritable pierre angulaire du mouvement féministe tout en contribuant de façon significative au développement du mouvement communautaire, notamment par sa capacité exemplaire de mobilisation pour toutes les causes de justice sociale comme la lutte à la pauvreté, à la violence et aux déterminants de la maladie physique et mentale. L'R est le plus grand réseau à la fois d'action communautaire autonome et féministe au Québec. L'R a participé à amplifier et exporter l'intervention féministe et est à l'origine du concept et de l'élaboration de la pratique de gestion féministe.

On dit de L'R et des centres de femmes qu'ils sont des généralistes spécialisés en condition féminine. Ce n'est pas une mince tâche : polyvalence et expertise doivent être au rendez-vous. En effet, peu d'organisations généralistes, telles les maisons de quartier, ont survécu à cette tendance lourde de la modernité qu'est la spécialisation, la professionnalisation pointue. Comme les pionnières de L'R l'affirmaient, un centre de femmes c'est «le féminisme au quotidien», c'est la capacité d'accueil des femmes telles qu'elles sont, de l'ensemble de leur être individuel et collectif ; pour les centres, les femmes ne sont pas une illustration d'un problème social mais une force vive qui mérite justice. Ça ne rend ni la pratique, ni le financement facile. Souvent il a fallu tricoter milieu de vie, d'un côté, et transformation sociale de l'autre ; parfois il a fallu défaire les mailles et recommencer l'ouvrage.

Toujours, cependant, L'R cherche à avancer sans perdre de joueuses, en conjuguant unité et action. Toujours L'R tente de conserver le mouvement accessible et attirant pour la relève, de passer le flambeau le mieux possible, à preuve le nombre impressionnant de jeunes travailleuses présentes aux assemblées générales ces dernières années, assemblées dont le nombre de participantes est aujourd'hui inégalé dans le mouvement populaire québécois.

Après moult tournées de formation, mémoires, publications, manifestations, comités permanents et ad hoc, congrès, coalitions et concertations, 5 Journées nationales des centres de femmes, enquêtes nationales, 18 présidentes, 19 travailleuses, à peu près 175 membres du comité de coordination, L'R et les centres sont bien vivants et comptent le demeurer !

**Vive L'R, vivent les centres de femmes du Québec !**



## Remerciements

**RÉDACTION**

Nicole Lacelle

**RECHERCHE ET RESPONSABLE DU PROJET**

France Bourgault

**COMITÉ DE LECTURE**

Michèle Asselin

Nesrine Bessaïh

Odile Boisclair

Johanne Bouchard

Josette Catellier

**ENTREVUES**

Louise Beaudry

Johanne Bouchard

France Cormier

Édith Pelletier

**CORRECTION**

Josette Catellier

**CONCEPTION GRAPHIQUE**

Anne Côté

**ILLUSTRATIONS À L'INTÉRIEUR DE LA COUVERTURE**

Marie Dauverne

**L'R des centre de femmes du Québec**

110, rue Sainte-Thérèse, bureau 507

Montréal, H2Y 1E6

Téléphone : 514-876-9965

Télécopieur : 514-876-9176

Courriel : info@rcentres.qc.ca

Site internet : www.rcentres.qc.ca

# R

1998-1999



# R

2000-2003



# R

2004-2009





*f f f* **R** *f f* <sup>*f*</sup>



L' R D E S  
C E N T R E S D E  
F E M M E S  
D U Q U É B E C